

**Christine ROMANI**  
**Commissaire aux Comptes**  
**Inscrite près la cour d'appel d'Aix-en-Provence**  
**Siren : 479 461 675**  
**Code APE : 6920Z**

94, avenue du Prado  
Le Murillo  
13 008 Marseille

Tél : 06 12 77 49 43 / 04 91 55 53 85  
E-mail : christine.romani@wanadoo.fr

---

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

**Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023**

**Association JUXTAPOZ**  
**Association loi 1901**

**52 rue Levat**  
**13003 Marseille**

**Siret : 517 993 853 00053**  
**APE : 9499 Z**

---

Aux membres de l'association JUXTAPOZ,

## 1 – Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par *assemblée générale extraordinaire du 26/03/2025* j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association JUXTAPOZ relatif à *l'exercice clos le 31 décembre 2023*, tels qu'ils sont joints au présent rapport et présentant *un excédent de 7 888 Euros*.

*Je vous précise qu'en l'absence de commissaire aux comptes pour l'exercice précédent, j'ai mis en œuvre les procédures d'audit et diligences nécessaires selon les normes d'exercice professionnel applicable en France, en l'occurrence la Norme NEP-510.*

*Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.*

## 2 – Fondement de l'opinion

### 2.1 – Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### 2.2 – Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, *sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de mon rapport, précision étant faite que les comptes 2024 ne sont pas encore finalisés*. Je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## 3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, *tenant compte des éléments inscrits en annexe des comptes annuels*, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne :

- La justification des subventions et l'utilisation des subventions,
- Le solde des subventions à recevoir à la clôture de l'exercice,
- L'appréciation du montant des fonds dédiés et des produits constatés d'avance,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



#### 4– Vérification et information spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. En application de la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

#### 5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction.

#### 6 – Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir *l'assurance raisonnable* que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marseille, le 16 juin 2025

Christine ROMANI  
Commissaire aux comptes



## ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



**BILAN ACTIF**

	Exercice clos le 31/12/2023			Exercice clos le
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/23	31/12/22
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	10 000	7 700	2 300	4 300
Immobilisations corporelles	76 784	58 679	18 105	19 101
Immobilisations financières	500		500	500
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>87 284</b>	<b>66 379</b>	<b>20 905</b>	<b>23 901</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Marchandises				
Avances et acomptes versés				747
Créances				
Clients et comptes rattachés	25 197		25 197	16 299
Autres créances	1 256		1 256	7 157
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	171 086		171 086	71 044
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>197 538</b>		<b>197 538</b>	<b>95 247</b>
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (III)</b>				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III)</b>	<b>284 822</b>	<b>66 379</b>	<b>218 443</b>	<b>119 149</b>

**BILAN PASSIF**

	Exercice clos le 31/12/23	Exercice clos le 31/12/22
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Autres		
Report à nouveau	60 723	134 628
Résultat de l'exercice	7 888	(70 962)
Subventions d'investissement	8 023	4 670
Provisions réglementées		
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)</b>	<b>76 635</b>	<b>68 336</b>
<b>PROVISIONS (II)</b>	<b>83 000</b>	<b>17 667</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes assimilées		
Avances et acomptes reçus		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 172	6 813
Dettes fiscales et sociales	54 784	21 270
Comptes courants d'associés		
Autres	853	63
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>58 809</b>	<b>28 146</b>
<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (IV)</b>		<b>5 000</b>
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)</b>	<b>218 443</b>	<b>119 149</b>

## RÉSULTAT DE L'EXERCICE

	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022	Variation	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Ventes de marchandises	186 741	96 108	90 633	94%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	108 392	90 488	17 905	20%
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	171 250	100 000	71 250	71%
Autres produits	17 223	4 901	12 322	251%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>483 607</b>	<b>291 497</b>	<b>192 109</b>	<b>66%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises	63 129	45 867	17 262	38%
Variation de stock				
Achat d'approvisionnements				
Variation de stock d'approvisionnements				
Autres achats et charges externes	120 439	114 078	6 361	6%
Impôts, taxes et versements assimilés	34 235	2 081	32 155	1545%
Rémunérations du personnel	200 630	159 951	40 680	25%
Charges sociales	33 566	26 800	6 766	25%
Dotations aux amortissements	12 849	14 406	(1 557)	-11%
Dotations aux provisions	72 000	13 667	58 333	427%
Autres charges	3 894	4 014	(120)	-3%
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>540 743</b>	<b>380 864</b>	<b>159 879</b>	<b>42%</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>(57 136)</b>	<b>(89 367)</b>	<b>32 230</b>	<b>-164%</b>
Produits financiers (III)	543		543	
Produits exceptionnels (IV)	65 873	19 761	46 112	233%
Charges financières (V)				
Charges exceptionnelles (VI)	1 391	1 356	35	3%
Impôts sur les bénéfices (VII)				
<b>BÉNÉFICE OU PERTE (I - II + III - IV + V - VI - VII)</b>	<b>7 888</b>	<b>(70 962)</b>	<b>78 850</b>	<b>-89%</b>

## ANNEXE

1 janvier 2023 au 31 décembre 2023

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

### Autres éléments significatifs

La régularisation des subventions 2020 accordées par la Ville de Marseille a donné lieu à un fonds dédié pour 2024, ces fonds n'ayant pas pu être engagés en 2023 pour 60 000€.

Le projet Tiers lieux soutenu par la DRAC a donné lieu à un fonds dédiés de 7000€.

Le projet Cité Educative soutenu par la METROPOLE a donné lieu à un fonds dédiés de 5000€.

Soit un total de 72 000€ en fonds dédiés.



# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## 1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2023 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## 2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

### 3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

### 4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### 5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### 7. Divers

Les administrateurs sont tous bénévoles.

La rémunération brute des 3 plus cadres au titre de l'année 2023 s'élève à 52 202,61€.

Les fonds dédiés de 6667€ dotés fin 2002 ont été repris et utilisés en 202.

A la clôture de l'exercice 2023, des fonds dédiés ont été dotés pour un montant global de 72 000€ se décomposant en 7 000€ dans le cadre du projet AAI Tiers Lieux, 5 000€ Cité Educative, 60 000€ Mairie de Marseille.

**TABLEAU DES SUBVENTIONS**

	Montant brut
<b>SUBVENTIONS</b>	
VILLE DE MARSEILLE	95 000
CONSEIL DEPARTEMENTAL	8 000
DRAC PACA	27 000
CITE EDUCATIVE METROPOLE	6 000
POLITIQUE DE LA VILLE METROPOLE	4 000
AIDES A L EMPLOI	31 250
<b>TOTAL DES SUBVENTIONS</b>	<b>171 250</b>

## IMMOBILISATIONS

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	10 000			10 000
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	<b>10 000</b>			<b>10 000</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	830			830
Installations générales agencements divers	11 095			11 095
Matériel de transport	4 200	8 072		12 272
Autres immobilisations corporelles	50 807	1 781		52 588
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	<b>66 931</b>	<b>9 853</b>		<b>76 784</b>
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)</b>	<b>500</b>			<b>500</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)</b>	<b>77 431</b>	<b>9 853</b>		<b>87 284</b>

## AMORTISSEMENTS

	Durée	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		5 700	2 000		7 700
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>		<b>5 700</b>	<b>2 000</b>		<b>7 700</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel		798	32		830
Installations générales agencements divers		6 341	1 567		7 908
Matériel de transport		4 200	229		4 429
Autres immobilisations corporelles		36 491	9 021		45 512
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>		<b>47 830</b>	<b>10 849</b>		<b>58 679</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II)</b>		<b>53 530</b>	<b>12 849</b>		<b>66 379</b>

**DÉPRÉCIATIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Immobilisations				
Stocks et en cours				
Clients et comptes rattachés				
Autres actifs				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				

**PROVISIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques	17 667	72 000	6 667	83 000
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	17 667	72 000	6 667	83 000

**ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES À LA CLÔTURE**

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant	26 453	26 453	
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL CRÉANCES</b>	<b>26 453</b>	<b>26 453</b>	

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 172	3 172		
Dettes fiscales et sociales	54 784	54 784		
Comptes courants d'associés				
Autres dettes	853	853		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>58 809</b>	<b>58 809</b>		



**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

	Montants
Charges d'exploitation	
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	

**CHARGES À PAYER**

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	790
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL CHARGES À PAYER</b>	<b>790</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
<b>TOTAL PRODUITS À RECEVOIR</b>	